

VERS UN RETOUR EN POLITIQUE DE SAIF AL-ISLAM QHADDAFI ?

NOTE D'ACTUALITÉ N°502 / FÉVRIER 2018

AMMOUR LAURENCE-AÏDA

Analyste en sécurité et défense pour l'Afrique du Nord-Ouest. Consultante pour The Africa Center for Strategic Studies (Washington D.C.). Auteur de La pénétration wahhabite en Afrique, Rapport de recherche n°23, CF2R, 2018.

Libéré en juin 2017 après six ans de détention dans une prison de Zintan (djebel Nefoussa) dans le cadre de la loi d'amnistie générale adoptée par le Parlement libyen, Saif al-Islam Qaddafi a immédiatement fait savoir qu'il entendait bien jouer un rôle dans la future Libye. Il a annoncé qu'il participerait aux prochaines élections présidentielles prévues en 2018 et qu'il mobiliserait des troupes pour mener une campagne militaire contre les groupes terroristes sévissant autour de Tripoli.¹

Sa libération survient quelques mois seulement avant avec la déclaration de Ghassan Salamé, envoyé spécial de l'ONU en Libye depuis juillet 2017, pour qui le processus politique de reconstruction doit inclure toutes les parties et les élections parlementaires et présidentielle être ouvertes à tout le monde, car « *l'accord politique (n'est) la propriété privée de tel ou tel. Cela peut inclure Saïf al-Islam, cela peut inclure les partisans de l'ancien régime que je reçois ouvertement dans mon bureau* ». ²

Saif al-Islam a promis de restaurer la stabilité et la sécurité dans son pays, en accord avec les différentes factions politiques. Pour ce faire, il entend lancer un programme de réconciliation nationale sur la base d'une plateforme élaborée par ses soins durant sa captivité qu'il compte soumettre aux Nations unies afin d'organiser la période de transition politique.³

DES ATOUS RÉELS...

Son premier atout est d'être soutenu par les tribus libyennes les plus influentes. En septembre 2015, bien avant sa libération, Saïf Al-Islam avait été nommé chef du Conseil suprême des tribus libyennes c'est-à-dire représentant légal des tribus largement qaddhafistes. Un choix qui atteste sa proximité avec des acteurs incontournables de la vie politique, dans un pays où les institutions tribales jouissent d'un poids social formel et informel non négligeable et restent un facteur de stabilité. En dépit du mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) qui vise à le traduire devant la justice internationale pour crimes contre l'humanité, cette assise tribale pourrait jouer en sa faveur pour arbitrer le duel entre Khalifa Haftar et Fayez Al-Sarraj.

La tribu est considérée comme une composante essentielle de la société libyenne et du système politique fondé davantage sur des alliances tribales que sur les élites urbaines.⁴ En effet, les alliances tribales ont toujours permis au pouvoir libyen d'asseoir sa suprématie et sa puissance, même si l'allégeance des tribus est toujours restée fluctuante et circonstancielle: le colonel Qaddhafi fut lui-même porté au pouvoir par une junte militaire multi-tribale dans laquelle dominaient les Warfallah de Cyrénaïque et Tripolitaine et les Meghara de Tripolitaine, ce qui lui permit plus tard de favoriser sa propre tribu, les Qaddhafa (région de Sabha).⁵ La plupart des tribus de Cyrénaïque demeurant attachées à la monarchie, le colonel Qaddhafi réussit à s'assurer le ralliement de l'Est irrédentiste en épousant une fille du clan des Firkèche membre de la tribu royale des Barasa.⁶

De plus, financièrement parlant, Saïf al-Islam aurait à sa disposition 20 milliards de dollars ayant échappé au gel des avoirs de Qaddhafi décrété par l'ONU, pour une fortune familiale estimée à quelque 300 milliards de dollars.

Son second atout est qu'il a plaidé pour de réelles réformes économiques auxquelles beaucoup de Libyens étaient et restent favorables. Il a été l'instigateur du processus de modernisation de la Libye qui a conduit à une certaine détente avec l'Occident, et ce en dépit de l'hostilité de sa famille. Il a permis une certaine libéralisation du marché visant à ouvrir l'économie libyenne aux investisseurs étrangers. Comme le notait en 2011 un diplomate américain: « *Saïf al-Islam al-Qhaddafi était réellement intéressé par d'authentiques réformes en Libye, mais son père l'en a empêché. Mouammar a signifié à Saïf que s'il continuait à parler de réformes il le mettrait sur la touche et nommerait son frère Qamis à sa place. C'est pourquoi Saïf a soudainement changé son fusil d'épaule et a menacé les rebelles que la Libye n'était ni la Tunisie ni l'Égypte, et que des rivières de sang couleraient s'ils continuaient à s'opposer à son père. Les relations entre Saïf et son père ont pourtant continué de se détériorer. Qamis, qui dirige les troupes d'élites, est le seul fils sur lequel Mouammar peut compter. Saïf s'est apparemment retiré de la scène même s'il lui arrive de faire des apparitions dans les médias. Il est d'humeur maussade et pense que son père a laissé passer une opportunité historique de réformer le système pour donner un nouveau souffle à son pouvoir afin qu'il bénéficie d'une légitimité populaire.* »⁷

Ayant défendu à maintes reprises l'idée d'une Constitution, il avait été question qu'il puisse

occuper un poste au sein du gouvernement afin d'acquérir la légitimité indispensable à la rédaction de ce texte.⁸ Il était favorable la création de médias privés, lançant, lui-même, un groupe médiatique, Al-Ghad, composé de la première chaîne de télévision non-gouvernementale et des deux premiers journaux privés de Libye.

A partir de 2007, il a mené à bien le projet de réconciliation entre le gouvernement et l'opposition islamiste par le biais de la Fondation Qaddhafi pour la Charité et le Développement qu'il dirigeait : un dialogue fut amorcé avec le Groupe islamique combattant libyen (GICL) afin d'encourager la déradicalisation de ses membres. Au terme de deux années de discussions, l'organisation djihadiste a corrigé sa vision de la religion dans un « Code » de 417 pages intitulé *Etudes correctives dans la compréhension du Djihad*⁹ où les dirigeants du GICL reconnaissaient que le recours à la lutte armée contre leurs coreligionnaires – et donc contre le régime de Qaddhafi à l'époque – était contraire à la loi islamique, à l'exception notable des cas d'occupation étrangère. Pour concrétiser la réconciliation, d'anciens membres du GICL furent insérés dans le jeu politique libyen. Ce type de reniement est inédit dans les milieux djihadistes. En contrepartie, entre 2009 et 2011, le régime libyen a libéré près d'un millier de militants du GICL – dont Abdelhakim Belhadj devenu en 2011 gouverneur militaire de Tripoli – détenus dans les prisons du régime, et Saïf al-Islam a entrepris de dédommager les familles des islamistes tués lors du massacre de la prison d'Abou Salim (1996).¹⁰

Convaincu de la nécessité d'entreprendre également des réformes politiques, contre l'avis de son père, Saïf al-Islam avait exposé ses intentions dans un discours prononcé lors de la fête annuelle de la jeunesse en 2009: il « *a implicitement critiqué les décisions prises par le régime de son père, en a appelé à des changements profonds du système de gouvernance, a plaidé pour son programme de réformes sociales, politiques et économiques et a déclaré qu'il entendait se retirer de la politique afin de concentrer son action sur la société civile et le développement. Constatant que la Libye avait souffert de « stagnation » durant la période des sanctions, il a insisté sur l'ambitieux programme gouvernemental de développement (...) Il a plaidé pour une société civile plus forte, une réforme judiciaire, un plus grand respect des droits humains et plus de liberté pour la presse.* »¹¹

Cependant, face à l'opposition de nombreux membres de sa famille soucieux de maintenir le statu quo politique, il avait préféré se retirer de la politique. Un télégramme diplomatique de l'époque mentionne ces désaccords familiaux comme l'obstacle principal à son adoubement paternel : « *Plusieurs événements récents laissent penser que les tensions entre les fils de Mouammar al-Qadhafi vont croissant, et que Muatassim, Aisha, Hannibal, Saadi et peut-être même sa propre mère, sont ligués contre le potentiel héritier, Saif al-Islam. Ces tensions semblent liées au ressentiment qu'ils éprouvent face à la popularité de Saif al-Islam en tant que personnage public du régime. (...) Des désaccords plus profonds tiennent d'une part aux réformes politiques et économiques proposées par Saïf al-Islam qui pourraient aller à l'encontre des intérêts familiaux, et d'autre part à la manière dont il a tenté de monopoliser les secteurs les plus lucratifs de l'économie.* »¹²

En avril 2011, en pleine intervention étrangère, le régime libyen avait accepté la feuille de route proposée par l'Union africaine (UA), dont la Libye était l'un des plus gros contributeurs, qui prévoyait la cessation immédiate des hostilités, l'acheminement facilité

de l'aide humanitaire, le lancement d'un dialogue entre les parties libyennes et le remplacement de Mouammar Qaddhafi par son fils Saïf al-Islam en vue d'amorcer une transition politique. Mais la France avait catégoriquement refusé cette option.

Son troisième atout réside dans la réactivation des réseaux pro-Qaddhafi en Libye et à l'étranger. Car pour les qaddhafistes, il représente l'unique figure politique capable d'unifier la future Libye. Bien que certains d'entre eux aient rejoint le maréchal Khalifa Haftar après avoir bénéficié de l'amnistie décrétée par le Parlement de Tobrouk, les rangs des fidèles de Saïf al-Islam sont apparemment mieux structurés et ne se privent pas de mettre en avant l'image moderniste et la bonne éducation de leur leader lors de leurs campagnes de promotion.

Il a aussi des partisans dans la région du Fezzan en la personne du général Ali Kanna Souleyman, un Touareg fidèle à Qaddhafi et ancien chef des forces armées du Sud, basé à Oubari. En 2011, Ali Kanna avait fui au Niger puis était rentré en Libye deux ans plus tard, tout comme son coéquipier, Ali Charif al-Rifi, ancien chef de l'armée de l'air, rentré en 2017 après six ans passés au Niger.

A. Kanna, qui a constitué une armée sudiste ne soutenant ni Tripoli ni Tobrouk, est prêt, le moment venu, à s'allier avec tous ceux qui reconnaîtront la légitimité d'un gouvernement inspiré de la *Jamahiriya*. Il a été nommé à la direction des « Forces Armées de la Libye du Sud » par des officiers qaddhafistes en 2016.¹³ La montée en puissance du général Kanna coïncide manifestement avec le renouveau du qaddhafisme en Libye qui gagne toujours plus de terrain. Aussi, pour mener à bien son plan d'encerclement de Tripoli, Khalifa Haftar va avoir besoin du soutien des qaddhafistes du Fezzan, une région stratégique qui abrite les champs gaziers et pétroliers de Mourzouq, Charara et al-Fil, contrôlés par les troupes de Ali Kanna depuis mai 2017. Aujourd'hui en position de force, ce dernier – qui aurait des liens étroits avec les services de renseignement algériens – est en mesure d'offrir à Saïf al-Islam non seulement une solide protection personnelle, mais aussi un vivier de vétérans armés capables de faire de lui une force politique dans le Sud.¹⁴

Hors des frontières libyennes, Saïf al-Islam bénéficie du soutien d'anciens militaires ou de certaines ethnies qui le voient comme le digne successeur de son père et l'unique recours à un retour à la grandeur d'antan. Tahar Dahech, ancien responsable des comités révolutionnaires internationaux sous Qaddhafi, aujourd'hui exilé en Tunisie, indiquait en 2016 que dans les cercles militaires comme dans les camps de Haftar ou d'Al-Sarraj, Saïf al-Islam a des soutiens qui se préparent à son retour: *« Il ne faut pas oublier que Qaddhafi est très populaire à l'extérieur. Nous avons des partisans prêts à venir nous aider de l'extérieur, notamment des pays africains. Sans compter tous les Libyens exilés en Egypte, en Tunisie et ailleurs, c'est au moins 3 millions de personnes dont beaucoup sont de notre côté, car ils ont vécu une expérience amère depuis six ans »*.¹⁵ Un autre groupe de fidèles basé en Tunisie depuis 2012 et dirigé par un Français, Franck Pucciarelli, prétend compter 20 000 membres en Libye, et entre 15 000 et 20 000 anciens militaires libyens exilés et prêts à rentrer au pays.

Dans les zones touarègues du Mali et du Niger, la mort de l'ex-guide libyen a été vécue comme une catastrophe car Qaddhafi y avait réalisé de colossaux investissements en faveur des populations. Malgré la politique ambiguë de Tripoli à leur égard, oscillant entre discrimination culturelle et soutien à leurs rébellions, les Touaregs avaient été nombreux à s'être réfugiés en Libye, notamment à partir de la fin des années 1970. La disparition du leader libyen a par conséquent eu un impact direct sur ceux qui vivaient et travaillaient en Libye depuis une trentaine d'années. Beaucoup d'anciens soldats touaregs de l'armée libyenne se disent prêts à se battre pour le qaddhafisme, à tel point qu'aujourd'hui encore, à Agadez, on peut voir des portraits du leader défunt.¹⁶

Au Niger, en juillet 2017, des réfugiés libyens ont mis en place un comité de soutien à Saïf al-Islam et sont épaulés par des Nigériens de la société civile, notamment des étudiants. Ils mènent des actions de sensibilisation en faveur du second fils de Mouammar Qaddhafi, de son père et de ses réalisations en Afrique. Au Burkina Faso le leader libyen reste considéré comme le bienfaiteur qui a fait construire des routes, des centres sociaux, des orphelinats, des universités et des centres d'éducation féminine, et qui a financé le quartier Ouaga-2000 dans la capitale.

... MAIS AUSSI DES OBSTACLES MAJEURS

Le plan d'action présenté en septembre 2017 par Ghassan Salamé devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour préparer les élections présidentielles, prévoit plusieurs étapes institutionnelles, dont notamment la tenue d'une grande conférence de réconciliation nationale qui offrirait « *à tous les Libyens l'occasion de se retrouver, de rénover un récit national commun, et de s'accorder sur les étapes requises pour achever la transition* » . Sont aussi prévus un référendum sur la Constitution et la préparation d'une loi électorale. La France, qui tente d'imposer un scrutin au printemps 2018, risque de voir son action déjà ternie auprès des Libyens, décrédibilisée par l'arrestation à Londres de l'homme d'affaires Alexandre Djouhri, dans l'enquête sur un possible financement par le régime libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. Ce rebondissement pourrait concorder avec les objectifs des qaddhafistes « *qui tentent d'harmoniser leur agenda politique libyen avec ce dossier en laissant entendre, comme ils le font depuis sept ans, qu'ils disposent des preuves du financement.* » ¹⁷

S'il revenait sur la scène politique à l'issue d'un vote qui n'aurait pas été truqué, Saïf al-Islam, l'un des dignitaires de l'ancien régime encore vivant,¹⁸ pourrait avoir alors l'opportunité de revenir à la charge dans cette affaire. En mars 2011, le clan Qaddhafi avait déjà brandi la menace de révélations sur le sujet après la reconnaissance par Paris du Conseil national de transition comme représentant légitime du peuple libyen. Saïf al-Islam avait alors exigé dans une interview à Euronews que Nicolas Sarkozy « rende l'argent » qu'il lui avait été prêté pour financer sa campagne de 2007.

Car Saïf al-Islam ne cache pas son intention de prendre sa revanche sur l'Histoire si l'occasion lui en est donnée. Mais à trois conditions:

- qu'il ne fasse pas les frais d'intérêts divergents internes et/ou externes capables de bloquer sa candidature à la présidence ;
- qu'il ne soit pas mis hors d'état de nuire comme son père par des Etats étrangers ou par des groupes armés libyens qui préféreraient un gouvernement libyen faible mais docile ;
- qu'il ne soit pas disqualifié par ses ennemis sous le motif du mandat d'arrêt international de la CPI.

Au plan interne, la libération de Saïf al-Islam constitue bien plus qu'une péripétie juridique. Certains en Libye imputent sa libération aux manœuvres du maréchal Haftar qui viserait à consolider son alliance avec les réseaux qaddhafistes dans le but d'affaiblir le gouvernement « d'union nationale » de Tripoli. En effet, sa candidature pourrait peser sur les équilibres politico-militaires précaires d'un pays toujours fragilisé par les rivalités entre les gouvernements de K. Haftar (soutenu par l'Egypte, la Russie et les Emirats Arabes Unis) et de Al-Sarraj (soutenu par l'ONU et les capitales occidentales). Le retour de Saïf al-Islam pourrait bien redistribuer les cartes de la conquête du pouvoir.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Mais la vraie question reste celle de la pertinence d'élections présidentielles dans un pays en plein chaos, où la violence irrigue l'ensemble de la société. Autrement dit, les élections sont-elles un but en soi ou doivent-elles être l'étape ultime d'un processus préalable de réconciliation au niveau local et national ?

Les tentatives de négociation entre les deux camps rivaux – que ce soit à Tunis, à Alger, au Caire, à Paris ou à Brazzaville – n'ont pas apporté d'amélioration à la situation sur place. Les Libyens sont épuisés par la violence, l'absence de sécurité et les conditions socio-économiques désastreuses. L'apathie générale laisse présager un désintérêt des citoyens pour des élections qui ne changeront fondamentalement rien de leur point de vue.

L'autre défi majeur sera de sécuriser les bureaux de vote alors que les enlèvements et les assassinats sont devenus monnaie courante, à l'exemple de celui du maire de Misrata, Mohamed Eshtewi, le 17 décembre dernier.

Enfin, en décembre 2017, Khalifa Haftar a unilatéralement décrété que l'accord inter-libyen de Skhirat (Maroc) du 17 décembre 2015 était désormais caduc et avec lui, le gouvernement de M. Al-Sarraj.¹⁹

Dans un tel contexte, le processus électoral que les capitales occidentales et les Nations unies appellent de leurs vœux, ne sera-t-il encore une fois qu'un mirage démocratique ? Ne sera-t-il qu'un processus formel centralisé dont l'Occident a le secret, excluant le localisme tribal et impuissant à appréhender la réalité d'un conflit africain autrement que par les urnes sans en traiter les causes profondes ? Car les élections peuvent au contraire susciter la violence et apparaître comme un vecteur de polarisation de la société, ainsi que l'illustrent de nombreux exemples en Afrique.

La reconnaissance par Ghassan Salamé, au 30e Sommet de l'UA de janvier 2018, de la dimension africaine du conflit libyen y changera-t-elle quelque chose, alors qu'en 2011 la proposition de cette organisation en faveur d'une transition politique en Libye avait été purement et simplement rejetée par l'OTAN et la France?²⁰ L'Union africaine qui a demandé au Président français de ne plus mener d'initiatives parallèles en Libye, ne devrait plus être tenue à l'écart des interventions extérieures sur le dossier car la stabilité et la sécurité du Maghreb et de toute la bande Sahélienne en dépendent directement.²¹

1. « Gaddafi's son Saif al-Islam to run for Libyan presidency », *Middle East Eye*, 19 décembre 2017.
2. Ghassan Salamé, « Le processus politique en Libye est ouvert à tout le monde sans exception », *France24*, 22 septembre 2017.
3. Hanne Nabintu Herland, « Could Muammar Gaddafi's son Saif al-Islam Solve the Libya Crisis? », *Foreign Policy Journal*, 10 février 2017.
4. A tel point qu'une centaine de chefs de tribus libyens a été invitée au Caire en mai 2015 par le gouvernement égyptien qui craignait que le conflit ne déborde sur sa frontière occidentale.
5. Entre 1975 et 1993, l'alliance Qadhafi-Warfallah s'est transformée en véritable force hégémonique, permettant aux Warfallah d'infiltrer les institutions étatiques, l'administration, l'armée, les structures diplomatiques, la sécurité et les Comités révolutionnaires. Voir Mohammed Ben Lamma, *La structure tribale en Libye: facteur de fragmentation ou de cohésion?*, Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, Fondation pour la Recherche Stratégique, juillet 2017.
6. Pourtant, en 1993, Qadhafi sera visé par une tentative de coup d'Etat menée par les puissants Warfallah qui furent ensuite les premiers à se révolter en février 2011.
7. *Seif al Islam down, Khamees up in the battle of Ghadafi's sons*, Insight-Libya, 18 avril 2011.
8. Télégramme diplomatique: *Unconfirmed report that Qadhafi promotes Saif Al-Islam in « secret » meeting*, Ref ID: 09TRIPOLI805, Tripoli, 10/7/2009.
9. GICL, *Corrective Studies on the Understanding of Jihad*, 2009.
10. Entre 1995 et 1998, le GICL tenta d'assassiner Qadhafi à trois reprises. En réponse à cette vague d'attentats, la répression du régime est particulièrement violente : bombardements dans la région de Derna ; campagnes d'arrestations massives, et surtout massacre de plus de 1 200 détenus de la prison d'Abou Selim à Tripoli, en juin 1996.
11. Télégramme diplomatique : *Saif Al-Islam Al-Qadhafi calls for further reform, threatens to withdraw from politics*, Canonical ID: 08TRIPOLI679_a, Tripoli, 28 août 2008.
12. Télégramme diplomatique : *Libya's succession muddled as the al-Qadhafi children conduct internecine warfare*, Canonical ID: 09TRIPOLI208_a, Tripoli, 9 mars 2009.
13. Andrew McGregor, « Europe's True Southern Frontier: The General, the Jihadis, and the High-Stakes Contest for Libya's Fezzan Region », *CTC Sentinel*, vol. 10, no. 10, Combating Terrorism Center, Westpoint Military Academy, 27 novembre 2017.
14. Andrew McGregor, « General Ali Kanna Sulayman and Libya's Qaddafist Revival », *AIS Special Report*, Aberfoyle International Security, 8 août 2017.
15. Mathieu Galtier, « Interview de Tahar Dahech: le fils de Kadhafi va sauver la nation libyenne, 2017 sera une année décisive », *Libération*, 19 décembre 2016.
16. Laurence-Aïda Ammour, « L'après-Qadhafi au Sahara-Sahel », *Notes Internacionals*, no. 44, CIDOB, Barcelone, janvier 2012.
17. Simon Piel et Joan Tilouine, « Soupçons de financement libyen: Alexandre Djouhri, proche de Sarkozy, placé en garde à vue à Londres », *Le Monde*, 8 janvier 2018. Voir aussi Fabrice Arfi et Karl Laske, *Avec les compliments du guide*, Fayard, 2017
18. Avec Abdallah Senoussi (ancien chef du renseignement militaire et beau-frère de Mouammar Qadhafi) et Baghdadi al-Mahmoudi (ancien Premier ministre de 2006 à 2011).
19. *New Risks in Libya as Khalifa Haftar Dismisses UN-backed Accord*, International Crisis Group, 21 décembre 2017.
20. Michael Pauron, « L'ONU reconnaît la dimension africaine du drame libyen », *Jeune Afrique*, 28 janvier 2018. » *Je suis allé au Niger, au Tchad, je suis venu ici à l'Union africaine pour une consultation... Me voici une nouvelle fois aux côtés du secrétaire général pour dire que les Africains peuvent largement contribuer à une sortie de crise. (...) Aucun Etat membre, aucune organisation régionale – et en tout premier lieu l'Union africaine ou la Ligue des Etats arabes (...) ne s'est interdit de contribuer à une sortie de crise.* »
21. Voir le compte-rendu du Colloque sur la crise libyenne et l'Union Africaine organisé par l'Institut Robert Schuman et l'Institut Prospective et Sécurité en Europe, à Paris, en septembre 2017 (<http://www.institut-robert-schuman.eu/2017/09/26/l-union-africaine-un-avenir-pour-la-paix-en-libye/>)